

Principaux messages
Mise à jour des Perspectives économiques régionales, avril 2026
Moyen-Orient et Asie centrale

Un choc géopolitique majeur susceptible d’avoir de fortes répercussions mondiales

Le déclenchement de la guerre au Moyen-Orient, le 28 février 2026, a constitué un choc violent pour l’un des couloirs économiques les plus stratégiques du monde. L’accord de cessez-le-feu annoncé le 7 avril constitue une évolution encourageante et une étape importante vers une désescalade du conflit. Toutefois, l’incertitude demeure extrêmement élevée et beaucoup dépendra de la pérennité du cessez-le-feu et du rétablissement de la stabilité mondiale et régionale. Compte tenu de l’incertitude exceptionnelle quant à la durée et à l’intensité de la guerre, le FMI présente un scénario de référence ainsi que des scénarios défavorables, afin de rendre compte des risques pesant sur les perspectives mondiales.

Un choc régional et mondial sur l’énergie

Le détroit d’Ormuz — le goulet d’étranglement le plus important au monde pour l’acheminement d’énergie, par lequel transite habituellement environ un cinquième de la production mondiale de pétrole (20 à 21 millions de barils par jour) et un quart des échanges mondiaux de gaz naturel liquéfié (GNL) — a été quasiment bloqué.

Des attaques et des arrêts préventifs ont fortement réduit la production de pétrole et de gaz en Arabie saoudite, aux Émirats arabes unis, en Iraq et au Koweït, donnant lieu à des pertes estimées à plus de 10 millions de barils de pétrole par jour et à quelque 500 millions de mètres cubes de gaz naturel par jour. Le complexe gazier de Ras Laffan, au Qatar, qui représente approximativement 17 % de la capacité mondiale de GNL, a subi des dégâts importants.

Conséquences sur la croissance et l’inflation mondiales

Selon le scénario de référence — d’après lequel les perturbations devraient commencer à s’estomper d’ici mi-2026 et le prix moyen du pétrole devrait avoisiner 82 dollars le baril —, la croissance mondiale devrait ralentir pour s’établir à 3,1 % en 2026 et à 3,3 % en 2027, un taux inférieur à la moyenne de 3,7 % enregistrée entre 2000 et 2019. Dans le scénario défavorable, qui repose sur un prix moyen du pétrole de 110 dollars le baril en 2026, la croissance mondiale tombe à 2,6 %, tandis que l’inflation mondiale grimpe à 5,4 %.

<i>1,4 % C’est la projection de croissance pour la région MOANAP en 2026 — soit une révision à la baisse de 2,3 pp par rapport aux projections d’octobre 2025.</i>	<i>–14,7 pp C’est la plus forte révision à la baisse de la croissance du PIB d’un pays (Qatar) par rapport aux projections d’octobre.</i>	<i>> 100 dollars C’est le prix du baril de pétrole brut de Brent à la suite de la fermeture du détroit d’Ormuz.</i>
--	---	--

Tensions sur les marchés et les services liés à l’énergie

Les perturbations sont allées bien au-delà du pétrole brut. Les prix du gaz naturel en Europe ont bondi de 60 %, une envolée supérieure à celle observée après l’invasion de l’Ukraine par la Russie en 2022. Les prix des engrais à base d’urée ont augmenté d’environ 40 % sur les marchés à terme, tandis que ceux du phosphate d’aluminium et du phosphate diammonique ont enregistré des hausses à deux chiffres. Les pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG) représentent plus de 40 % des exportations mondiales de soufre et environ 20 % des exportations d’ammoniac et d’engrais azotés. Ces perturbations font donc peser des risques substantiels sur les marchés des intrants agricoles dans le monde entier, en particulier dans les pays de la région Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan (MOANAP), d’Asie du Sud et d’Afrique subsaharienne qui dépendent des importations de denrées alimentaires.

Les répercussions économiques ont également touché le secteur des services. Le trafic aérien s'est effondré dans les principales plaques tournantes du Golfe : le nombre de départs a chuté d'environ un tiers à Abou Dhabi, deux tiers à Dubaï et trois quarts à Doha, tandis que les vols ont été pratiquement suspendus à Koweït et à Manama. Les primes d'assurance maritime ont grimpé en flèche, les routes de navigation maritime se sont allongées et les chaînes logistiques se sont fragilisées, en particulier dans les économies dépendantes des réexportations, du tourisme et des transports.

Quels sont les pays les plus exposés dans la région MOANAP ?

Les répercussions du conflit sont très hétérogènes. Oman, dont l'accès à la mer se situe entièrement en dehors du détroit d'Ormuz, ne devrait enregistrer qu'une légère révision à la baisse de ses projections de croissance (0,5 point de pourcentage environ) et devrait voir ses soldes budgétaires et courants s'améliorer à la faveur du renchérissement du pétrole. À l'opposé, le Qatar est le pays qui enregistre la plus forte révision dans le monde : sa croissance est abaissée de près de 15 points de pourcentage par rapport aux projections d'octobre, en raison des dégâts considérables causés à ses infrastructures et de l'arrêt presque complet de ses exportations de GNL.

Les pays importateurs de pétrole, en particulier l'Égypte, la Jordanie, le Liban et le Pakistan, subissent une accumulation des facteurs de vulnérabilité. L'Égypte et, dans une plus grande mesure, la Jordanie dépendent des importations de gaz naturel en provenance d'Israël (ces dernières représentant respectivement quelque 15 % et 70 % de leurs importations totales de pétrole et de gaz), mais tous les quatre sont fortement tributaires des envois de fonds de leurs ressortissants qui travaillent dans les pays du CCG (environ 5 % du PIB).

Depuis le début de la guerre, les écarts de rendement des obligations souveraines se sont modérément creusés. Cela étant, l'ampleur de cet élargissement est supérieure à la moyenne dans d'autres pays émergents : elle dépasse les 50 points de base à Bahreïn et au Pakistan et les 60 points de base en Égypte (au 6 avril). La monnaie égyptienne s'est dépréciée de quelque 12 %, constituant ainsi le principal amortisseur du choc dans le pays.

Pour le pays émergent importateur de pétrole moyen de la région MOANAP, une hausse de 10 % des prix du pétrole brut se traduit par une baisse de la production d'environ 0,5 point de pourcentage, ajoutée à peu près 1 point de pourcentage à l'inflation et creuse à la fois le déficit extérieur et le déficit budgétaire.

5 SUR 8 <i>C'est le nombre de pays exportateurs de pétrole du Golfe qui devraient voir leur économie se contracter en 2026 (Bahreïn, Iran, Iraq, Koweït, Qatar).</i>	~2 % <i>C'est l'estimation de l'écart négatif entre le PIB et sa tendance moyenne d'avant-guerre pour les exportateurs de pétrole de la région MOANAP d'ici 2030.</i>	> 80 % <i>C'est la part de la consommation alimentaire assurée par des importations à Bahreïn, aux Émirats arabes unis, au Koweït et au Qatar.</i>	~40 % <i>C'est la part de l'eau dessalée dans l'eau distribuée à Bahreïn, aux Émirats arabes unis et au Qatar.</i>
---	--	---	---

États fragiles et pays à faible revenu : une crise aiguë

Les États fragiles et les pays à faible revenu sont les plus exposés aux crises humanitaires. En Cisjordanie et dans la bande de Gaza, en Somalie, au Soudan, en Syrie et au Yémen, les denrées alimentaires et les boissons représentent déjà 45 % à 50 % de l'ensemble des importations de biens. Plus de la moitié de la population en Afghanistan, en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, au Soudan et au Yémen, se trouve déjà en situation d'insécurité alimentaire. La hausse des prix à l'importation risque d'accroître les déficits courants, d'épuiser les réserves et d'amplifier l'instabilité sociale là où les marges de manœuvre macroéconomiques sont très limitées.

Les données historiques montrent que cinq ans après leur déclenchement, les guerres de longue durée entraînent une diminution du revenu par habitant de quelque 15 % par rapport à son niveau tendanciel

avant le conflit, tandis que les pays voisins subissent généralement une perte immédiate de production par habitant d'environ 1,5 %, suivie d'une baisse de 6 % supplémentaire au cours de la décennie suivante.

Pays du Caucase et d'Asie centrale : résilients, mais pas épargnés

Les pays de la région Caucase et Asie centrale (CAC) ont terminé l'année 2025 sur une assise solide, affichant une croissance de 6,2 %, soit environ 0,5 point de pourcentage de plus que prévu. On prévoit maintenant que la croissance ralentira à 4,8 % en 2026, en raison de l'atténuation des retombées de la guerre en Ukraine et des nouveaux vents contraires que fait souffler le conflit au Moyen-Orient. Les pays exportateurs de pétrole de la région pourraient tirer profit de la hausse des prix : le Turkménistan à la faveur d'une augmentation de sa production énergétique, et l'Azerbaïdjan et le Kazakhstan grâce à ses effets indirects sur l'activité non pétrolière. Toutefois, l'inflation reste élevée, avoisinant en moyenne 8 %, et l'asymétrie des réserves rend la région vulnérable en cas de resserrement des conditions financières mondiales.

Les résultats budgétaires devraient prendre des directions opposées selon les pays : les exportateurs de pétrole verront leurs soldes s'améliorer, tandis que la plupart des importateurs de pétrole devront faire face à une dégradation de leur solde budgétaire primaire. La dette publique reste contenue : le ratio dette/PIB à l'échelle de la région CAC devrait atteindre 23,4 % en 2026, soit environ 3 points de pourcentage de moins que les projections antérieures.

6,2 %	4,8 %	~8 %	23,4 %
<i>C'est la croissance de la région CAC en 2025.</i>	<i>C'est la projection de croissance de la région CAC en 2026, sur fond d'atténuation des facteurs favorables, malgré une légère révision à la hausse depuis octobre.</i>	<i>C'est le taux d'inflation moyen de la région CAC en 2026 (élevé dans un contexte de tensions sur les prix des produits de base).</i>	<i>C'est la projection du ratio dette publique/PIB pour la région CAC en 2026 (3 points de pourcentage en deçà des prévisions précédentes).</i>

Priorité de l'action publique : une agilité maîtrisée

Le principal message du FMI en matière de politique économique est qu'il convient de faire preuve d'une agilité maîtrisée. Les pays devraient laisser les stabilisateurs automatiques jouer leur rôle et appliquer des mesures de soutien ciblées et temporaires en faveur des ménages vulnérables, financées par une réorientation des dépenses, et non par un creusement des déficits. Les subventions généralisées aux combustibles — déjà considérables en Algérie et en Égypte (environ 10 %) ainsi qu'en Libye (16 %), par exemple — ne devraient être ni rétablies ni étendues.

Les banques centrales qui font face à une inflation persistante, en particulier là où l'orientation monétaire reste accommodante, devraient donner un tour de vis ou conserver leur politique restrictive. Les autorités de contrôle du secteur financier doivent renforcer leur surveillance des asymétries des liquidités et des monnaies, et se tenir prêtes à déployer des dispositifs de soutien.

À moyen terme, il faudrait, notamment, en priorité, diversifier les routes commerciales, améliorer les infrastructures stratégiques et approfondir la coopération régionale dans les domaines de l'alimentation, de l'eau et de l'énergie. Les économies du CCG, qui concentrent près de la moitié de la capacité mondiale de dessalement, ont besoin d'investissements soutenus pour renforcer la résilience des réseaux d'eau et d'électricité, et des réseaux numériques. Une plus grande intégration régionale des marchés de l'électricité et du gaz, des systèmes douaniers harmonisés et des facilités régionales de liquidité peuvent accroître la capacité d'absorption des chocs.

Financements et activités du FMI

Depuis la pandémie de COVID-19, le FMI a approuvé près de 46 milliards de dollars de financements en faveur de la région MOANAP. Il mène ainsi plusieurs programmes, les principaux au titre du mécanisme élargi de crédit (MEDC) en Égypte (environ 8,1 milliards de dollars), du MEDC au Pakistan (7,2 milliards de dollars), de la ligne de crédit modulable (LCM) au Maroc et du MEDC pour une durée de quatre ans en Jordanie (1,2 milliard de dollars). Le FMI a aussi renforcé sa présence régionale grâce à son nouveau bureau à Riyad et se tient prêt à augmenter son soutien financier et son appui au développement des capacités si des risques de dégradation venaient à se concrétiser.